

MADAGASCAR: Des restrictions gouvernementales frappent durement l'éducation

IRIN News – 16/02/10



Photo: [Christina Corbett/IRIN](#)

Les écoles privées ont rapporté une baisse rapide du nombre d'inscription

A Madagascar, la crise politique non résolue a des répercussions négatives sur son système éducatif, d'importantes réductions budgétaires ayant augmenté l'incapacité du gouvernement de l'île à répondre aux besoins élémentaires de ses enfants allant à l'école, entraînant une forte hausse du travail des enfants.

Un rapport de la Banque Mondiale publié le 1er février a noté que le dirigeant de Madagascar, Andry Rajoelina – qui a délogé du pouvoir le président Marc Ravalomanana en mars 2009 avec le soutien de l'armée, dans un mouvement largement condamné comme un coup d'Etat – a réduit de 200 millions de dollars l'allocation budgétaire pour les services publics, dans l'un des pays parmi les plus pauvres au monde.

« La crise, tant au niveau politique qu'économique, accélère l'érosion des services essentiels dans l'ensemble du secteur social, et l'impact sur les enfants est sévère », a dit à IRIN Bruno Maes, le représentant de Madagascar au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Nous voyons une baisse minimum de 20 à 30 % dans le budget pour l'éducation ; il en résulte que les fonds et le matériel n'arrivent pas dans les écoles. Le second impact de la crise est une vulnérabilité accrue des familles déjà pauvres, ce qui signifie que plus d'enfants doivent travailler ».

Suspension de l'aide

De nombreux donateurs étrangers, y compris les Etats-Unis, ont suspendu leur aide après l'accession "illégal" de M. Rajoelina au pouvoir. Le Fonds Monétaire International estime que l'aide des donateurs représente 75 % du budget d'investissement du gouvernement. Les effets économiques du coup d'Etat se sont additionnés au ralentissement mondial, et les pertes d'emploi ont été durement ressenties, particulièrement dans les secteurs du tourisme et du textile.

Le nombre d'élèves inscrits dans des écoles privées s'est effondré, avec seulement trois ou quatre élèves pour une classe de 12 élèves habituellement, selon une étude du syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS). « La situation pour les enfants est encore plus dure qu'avant la crise », a dit à IRIN Norotiana Randimbiarison, la présidente du SPDTS.

L'étude était basée sur un échantillon de 47.000 élèves dans la capitale Antananarivo, et dans deux autres grandes villes du pays, Ambositra et Fianarantsoa.

L'étude a montré que davantage d'enfants combinaient le travail avec l'école qu'avant mars 2009, gagnant de l'argent dans des activités qui vont de la fabrication de briques et de charbon au lavage de la lessive.

« La plupart des enfants dans les écoles publiques travaillent avant ou après l'école pour gagner de l'argent pour acheter leurs livres, et pour le donner à leurs parents », a dit Mme Randimbiarison. En conséquence, « les enfants arrivent à l'école en retard, sont fatigués et incapables de se concentrer ».

Ando, 12 ans, qui n'a pas voulu donner son nom de famille, a dit à IRIN qu'avant l'école elle faisait la queue à la pompe à eau locale et livrait ensuite cinq seaux d'eau à des clients, gagnant chaque jour 250 ariary (0,11 dollar) qu'elle donne à sa mère.

Michel, son camarade de classe, vend des noix après l'école. Chaque soir il rentre chez lui vers 20h, et donne sa paie de 1 000 ariary (0,44 dollar) à ses parents ; son père est ouvrier et sa mère sans emploi.

« Je n'ai jamais le temps de faire mes devoirs et les professeurs me demandent toujours pourquoi je ne suis pas prêt pour les leçons », a dit Michel à IRIN. « Mais j'ai peur de leur dire pourquoi ».

La promesse d'une augmentation de 10 % du salaire des enseignants, qui devait être effective au 1er janvier 2010, doit encore se concrétiser ; les enseignants reçoivent toujours entre 130.000 ariary (60 dollars) et 300.000 ariary (138 dollars) par mois.

Salaire des enseignants

« Personnellement je n'ai pas encore eu mon augmentation de salaire », a dit à IRIN un instituteur d'Antananarivo. « J'ai peur que nous ne soyons pas payé durant les prochains mois, et l'augmentation de salaire [promise] ne couvre pas l'augmentation du coût de la nourriture de base comme la viande, le sucre et la farine ».

La Banque Mondiale a mis en place un programme « Education pour tous » de 84 millions de dollars qui comprend des financements pour les salaires des enseignants, parmi d'autres choses, mais la rétention de l'argent des donateurs pour l'aide non-urgente a créé une confusion autour de l'avenir de cette initiative. Avec les restrictions toujours en vigueur sur les subventions pour Madagascar, les 49 millions de dollars alloués à ce programme restent inaccessibles.

« A ce stade, la perte des financements des donateurs pourrait avoir un impact sur la capacité du ministère de l'Education à garder ce système en état de marche...menaçant l'avenir de presque 40.000 enseignants », a dit M. Maes. « Au moins deux millions d'enfants dépendent de ces enseignants afin d'être capable d'aller à l'école ».

Source : <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=88125>